

Chronique bibliographique. Jacques Leruez, L'Ecosse. Vieille Nation, Jeune Etat, Crozon, Editions Armeline, 2000.

Dominique Roudot

Jacques Leruez, Ecosse, Nation, Etat. Le lecteur familier du septentrion britannique fera immédiatement le rapprochement avec « L'Ecosse, une Nation sans Etat » publié par le même auteur aux Presses Universitaires de Lille en 1983. Presque vingt ans plus tard, ce nouvel ouvrage est bien davantage qu'une simple réédition. L'auteur en a profité pour sérieusement remanier, compléter son discours et surtout enrichir son analyse des dernières évolutions de la question écossaise, soulignant au passage la justesse « d'une Nation sans Etat » qui avait vocation à devenir en tant que « vieille Nation », un « jeune Etat ». Depuis les années 1970 l'Ecosse et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne ont évolué de manière opposée. Alors que le premier est porté par l'affirmation croissante du sentiment national écossais, le Royaume-Uni de Grande Bretagne semble décliner, du moins dans le cœur des Ecossais, comme l'illustre la couverture de l'ouvrage affichant une communauté d'individus visiblement Ecossais (en kilt) repeignant sur un Union Jack rapiécé, lessivé, marqué par l'épreuve du temps, une croix de Saint André, fraîche, pimpante et porteuse d'avenir. C'est ce processus, dans sa dimension écossaise, que se propose d'analyser Jacques Leruez en abordant dans une première partie les fondements de la spécificité écossaise au sens sociologique et politique avant d'en analyser les conséquences à savoir la question nationale jusqu'en 1980, période marquée par l'échec du premier référendum de « devolution » en 1979, puis jusqu'à nos jours avec la création du Parlement Ecossais en 1999. Tout l'intérêt de cet ouvrage réside dans le souci apporté par l'auteur à l'explication claire d'un processus qui n'est pas forcément linéaire, mêlant perspectives historiques et surtout précision de l'analyse. Analyse qui ne s'est pas cependant émancipée du champ politique écossais. L'auteur excelle dans la première partie, consacrée aux particularismes écossais, à décrire les circonstances qui ont conduit au Traité d'Union des deux Parlements en 1707 après des siècles de guerres entre Ecossais et Anglais. Paradoxalement, cette Union contribua autant à la sauvegarde de l'identité écossaise qu'à son anglicisation. Evoluant au sein du giron britannique l'Ecosse a progressivement fusionné ses principales composantes, les Highlanders celtiques et les Lowlanders. La force de cette étude historique est de décrire comment après presque trois

siècles de vie commune avec une Angleterre dix fois plus peuplée, l'Ecosse a réussi à préserver sa spécificité. L'auteur distingue l'héritage du Traité d'Union des deux Parlements de 1707 et des facteurs plus récents qui illustrent bien que l'Union n'a jamais signifié l'abdication, du moins pour les Ecossais qui ont certes sabordé leur Etat, mais qui ont veillé à conserver leur nation. Les institutions héritées de 1707 (une Eglise officielle calviniste qui participe au débat politique et qui avec l'Eglise catholique jouit d'une certaine influence dans le domaine de l'enseignement ; un droit et une organisation judiciaire propre ; un système éducatif écossais) ont permis de préserver l'identité écossaise. Dorénavant, c'est également le sport, véritable étendard de la fierté écossaise, que l'on néglige trop souvent, qui cultive la flamme nationale au même titre qu'une presse nationale riche, au tirage important, qui propose une information centrée sur l'Ecosse tant dans les sujets abordés que dans l'analyse des questions communautaires et internationales. On constate ici toute la force d'une analyse qui sait s'affranchir des lieux communs de la science politique pour mieux coller à la spécificité du terrain d'investigation et aborder des paramètres qui paraissent plus triviaux mais qui font néanmoins partie intégrante de la réflexion. Et la culture ? Souvent mis en exergue dans l'étude des émancipations régionales, l'auteur n'en fait pas mention. Pourtant, celle-ci est riche et aisément identifiable avec les kilts, les danses, le dialecte lallan et surtout la langue et la musique celtiques. Mais comme le souligne l'auteur, les considérations culturelles n'ont jamais constitué le moteur de la question écossaise, à la différence du Pays de Galles et d'autres régions françaises aux vellétés émancipatrices. Après avoir consacré les premiers chapitres à l'étude de la spécificité sociologique écossaise, J. Leruez analyse les réponses qu'ont tenté d'apporter les gouvernements. Celles-ci prennent la forme d'aménagements constitutionnels avec la création en 1885 de l'ancêtre du Scottish office et des comités et commissions écossaises (Scottish Grand Committee créé en 1907, Scottish Standing Committees créés en 1957 et 1962, Select Committee on Scottish affairs créé en 1969) au sein du Parlement de Westminster. Cependant, ces aménagements constitutionnels, comme le montre l'auteur par l'analyse précise de leur fonctionnement, sont largement un leurre ne pouvant constituer une réponse à l'affirmation nationale croissante en Ecosse. Ces institutions manquaient également de légitimité lorsque l'Ecosse, qui vote Labour, était dirigée par des représentants d'un gouvernement conservateur. Si la question nationale écossaise émerge relativement tardivement en comparaison de la date de création du Scottish office, c'est qu'il manquait à l'Ecosse un mouvement politique organisé capable de mobiliser l'électorat écossais. C'est aussi que le sentiment national était moins affirmé, lorsque l'Ecosse tirait largement profit de

son Union au sein du Royaume-Uni de Grande Bretagne. Mais l'auteur a choisi de ne pas analyser le déclin britannique, ni l'influence de la construction communautaire pour mieux se concentrer sur l'Ecosse elle-même en brochant avec justesse le tableau politique écossais jusqu'en 1980. J. Leruez relate avec beaucoup de clarté la lente ascension du SNP créé en 1934 de la fusion du National Party of Scotland et du Scottish Party. D'emblée le lecteur sera surpris de constater que déjà en 1934 l'ambition politique du SNP était « l'indépendance au sein du Commonwealth avec la Reine pour chef d'Etat ». Le SNP tardera à mobiliser l'électorat écossais puisque ses premières victoires datent de 1967 et son organisation en tant que parti destiné à conquérir le pouvoir des années 70. Rejetant les analyses simplistes, J. Leruez en analysant la sociologie électorale du SNP, expose bien l'absence de corrélation automatique entre le sentiment écossais et le vote national. Si le SNP a longtemps échoué à mobiliser l'ensemble de l'électorat national, c'est aussi en raison d'une plate forme électorale longtemps centrée autour de la simple question constitutionnelle alors que les préoccupations des Ecossais étaient également et surtout à l'époque de la crise, économiques et sociales. L'auteur brosse particulièrement bien le tableau politique écossais et la lente ascension du SNP qui au départ profitait du vote tactique et jouit désormais d'un scrutin positif qui ne vise pas à sanctionner les deux principaux partis. On peut à cet égard regretter que l'analyse de la sociologie électorale à laquelle se livre l'auteur ne se fonde que sur des enquêtes anciennes. Malgré la structuration progressive du SNP et le mûrissement de l'affirmation nationale, le premier référendum de « devolution » échoue en 1979, tant pour des raisons structurelles et conjoncturelles que J. Leruez parvient fort bien à expliquer. Son analyse du projet de Scotland Act est éclairante à plus d'un titre puisque ce texte servira de contre modèle au second projet de « devolution » approuvé par référendum en 1997. C'est aussi une leçon pour tous les gouvernements aux prises avec les velléités émancipatrices des « régions-nations » qui parviennent souvent à soulever la bonne question mais qui échouent à apporter une réponse crédible, faute de réelle volonté, comme ce fut le cas du gouvernement Labour en 1979. L'échec de ce projet, soutenu tardivement par un SNP déçu de son contenu, et qui avait provoqué la division au sein du camp travailliste n'a pas pour autant mis un terme à la question écossaise. Celle-ci mûrira encore, à l'image des principaux protagonistes, unionistes exclus, jusqu'à déboucher sur la création du Parlement écossais le 6 mai 1999. L'ultime partie de l'ouvrage est consacrée au retour de la question nationale en Ecosse. L'auteur retrace l'évolution du paysage politique écossais depuis 1980 ainsi que le fonctionnement des nouvelles institutions. Conséquence de

l'affirmation nationale écossaise, le parti conservateur et unioniste est évincé progressivement de la scène politique écossaise. Incapable de penser la modernité, il ne dispose plus d'aucun député écossais aux Communes. Cependant aux élections écossaises du 6 mai 1999, il a obtenu à la faveur d'un mode de scrutin plus égalitaire 18 sièges sur 129. Les grands gagnants de cette première élection sont le Labour et le SNP mais aussi les Libéraux-démocrates participant à la coalition au pouvoir. Fidèle à son habitude l'auteur se livre à l'analyse précise des compétences transférées, éclairant ainsi la réelle autonomie dont bénéficie l'Ecosse – autonomie non exempte de limites, non pas tant dans les domaines réservés, qui sont peu nombreux, mais plutôt et plus subtilement, dans les compétences dévolues. Les compétences transférées peuvent en effet manquer de profondeur puisque de nombreux domaines demeurent exclus, comme les questions énergétiques au sein de la compétence écossaise en matière d'environnement et de développement économique. La précision apportée à l'analyse des transferts de pouvoir permet au lecteur de sentir que les limites de l'autonomie écossaise sont porteuses de tensions dans la gestion des compétences dévolues entre Westminster et Holyrood, présageant une « devolution » qui ne signifie pas forcément la fin de la question écossaise. L'auteur rappelle en effet que l'objectif du SNP est « l'indépendance au sein de l'Union Européenne » (et non plus du Commonwealth). On pourrait regretter l'absence d'analyse de la dimension économique de l'émancipation écossaise, qui comme au Québec, fait partie du débat, même si ces considérations sont secondaires dans un processus relevant avant tout d'une logique identitaire. Les dernières pages de l'ouvrage sont riches du regard porté par l'auteur sur l'organisation de l'exécutif et le fonctionnement du Parlement écossais. Analyse que l'on ne trouve que rarement dans les ouvrages s'intéressant à l'Ecosse. C'est aussi un moyen pour l'auteur de dresser un premier bilan des travaux du Parlement. Malgré la « devolution », il est encore un peu tôt pour pouvoir parler de « jeune Etat », comme l'auteur le concède volontiers, mais cette appellation a le mérite d'éclairer le sens de l'évolution future de la question écossaise qui pourrait selon J. Leruez rappeler le scénario québécois. Une forte autonomie – contrée par des limites néanmoins prégnantes, notamment financières –, un sentiment national réel et la possible conquête du pouvoir par le parti national, actuellement leader de l'opposition au Parlement écossais, pourraient buter sur l'échec renouvelé d'un référendum d'indépendance. Le futur de l'Ecosse ne dépend pas seulement d'Edimbourg et des Ecossais mais aussi de Londres et des Anglais, au sentiment national à ce jour largement capté par une entité britannique en perte de vitesse. L'étudiant, le spécialiste et tous ceux qui s'intéressent à la question

des émancipations régionales trouveront dans cet ouvrage une référence pouvant alimenter leurs réflexions sur l'Ecosse en particulier et sur les « régions-nations » en général